

48002



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/WP.1/134
28 Octobre 1980

NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Original : FRANÇAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

ÉTUDE SUR LES POSSIBILITÉS DE COMMERCE DES MATIÈRES
PREMIÈRES DESTINÉES AUX INDUSTRIES DE BASE
DANS LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE
L'EST ET AUSTRALE

(PHASE II)

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1
II. ETUDE QUANTITATIVE PAR PRODUIT	1
A. Le cuivre	
B. Le sucre	
C. Le coton	
D. Le tabac	
III. SITUATION DES INDUSTRIES CONSOMMATRICES	11
A. Le cuivre et l'industrie cuprifère	
B. Le sucre et l'industrie sucrière	
C. Le coton et l'industrie textile	
D. Le tabac et l'industrie du tabac	
E. Conclusion sur la situation industrielle des pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe	
IV. OBSTACLES S'OPPOSANT A LA CROISSANCE INDUSTRIELLE	19
A. Inadéquation des unités de production	
B. Répartition inégale des industries	
C. Autres obstacles s'opposant à la croissance industrielle	
V. LES SOCIETES OU ORGANISMES DE PRODUCTION ET DE COMMERCE	21
A. L'organisation au niveau de la production	
B. Les institutions d'import-export	
VI. LES OBSTACLES AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE INTRA-SOUS REGIONAL DES MATIERES PREMIERES DESTINEES AUX INDUSTRIES DE BASE	23
A. Retard dans le secteur de transformation	
B. Large dépendance de certaines monocultures ou monoproductions, et faibles moyens économiques	
C. Jeunesse du secteur industriel	
D. Contraintes techniques, financières et monétaires	
E. Contraintes et obstacles au niveau de la commercialisation et des transports	
F. Autres obstacles, tarifaires et non tarifaires	

	<u>Page</u>
VII. LES PERSPECTIVES DU COMMERCE DES MATIERES PREMIERES DESTINEES AUX INDUSTRIES DE BASE, DANS LA SOUS-REGION	27
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	29
A. Conclusion	
B. Recommandations	
1. Mesures à prendre au niveau et dans le cadre national	
2. Mesures impliquant la coopération internationale	
IX. ANNEXES	33
- Tableaux statistiques	
- Principales taxes douanières et autres droits d'effet équivalents	

RUBRIQUE No. 9.342.04 - PHASE II

Etude sur le commerce intra-africain des matières premières destinées
aux industries de base

I. Introduction

- La présente étude (phase II) est prévue dans le cadre de la mise en application du projet PNUD-CEA (RAF/73/029/A/01/40) sur le développement des exportations et échanges intra-africains.

- Elle intervient après celle réalisée (en phase I) couvrant plusieurs matières premières et généralisée au continent africain.

- L'objet recherché est l'aide à l'accélération des échanges de matières premières destinées aux industries de base dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe.

- Elle doit répondre en partie à différentes décisions et recommandations pertinentes, prises ou avancées, par les instances du Centre multinational de programmation et d'exécution de projet (CENOPROM) de Lusaka.

- Les matières premières retenues sont : le cuivre, le sucre, le coton et le tabac.

La région concernée comprend les pays suivants : l'Angola, le Botswana, les Comores, Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, l'Ouganda, la République Unie de Tanzanie, les Seychelles, la Somalie, le Swaziland et la Zambie.

II. Etude quantitative par produitA. Le cuivreA1. Production

a) La production de minerai de cuivre dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe est très importante. Elle est cependant composée essentiellement des extractions des minerais de cuivre de Zambie, qui représentent environ 9 p. 100 de la production mondiale et près de 60 p. 100 de la production africaine (696.900 TM en 1975, 849.600 TM en 1976 et 819.200 TM en 1977). Cette production zambienne a accusé une légère baisse au cours des années 1975 et 1977. Le niveau atteint serait proche de celui de 1966 et serait dû, selon les responsables de la "Roan Consolidated Mines" (RCM) à la défection de l'alimentation en énergie électrique, pour cause de maintenance de l'une des plus grandes centrales électriques de la Zambie.

En effet, les gisements de minerai de cuivre de Zambie sont parmi les plus riches en dépôts de sulphide et les réserves connues excèdent les 800 millions de tonnes. La zone du cuivre de Zambie, un couloir de 50 kms de large sur 160 kms de long, forme une des plus grandes concentrations du monde.

L'Ouganda, le Botswana et le Mozambique produisent de faibles quantités (24.400 TM en 1975 et 25.600 TM en 1977 pour les trois pays). La région d'extraction du cuivre en Ouganda est à Kilembe. Les réserves connues n'étaient que de 6,5 millions de tonnes à plus de 1,25 p. 100 de cuivre il y a plus d'une dizaine d'années.

b) La production de cuivre affiné est concentrée uniquement en Zambie : 619.200 TM en 1975, 694.600 TM en 1976 et 649.00 TM en 1977. Selon les différentes statistiques consultées, aucun autre pays de la sous-région n'est producteur de cette forme de métal.

c) L'industrie pour la fonderie de cuivre n'existe réellement qu'en Zambie, où elle produit plus d'un demi-million de tonnes métriques par an : 712.900 TM en 1976, 660.000 TM en 1977 et 652.800 TM en 1978. L'Ouganda transforme de faibles quantités. Elles sont en outre en nette régression : 17.000 TM en 1970; 8.200 TM en 1975, 2500 TM en 1977 et une quantité négligeable en 1978.

A2. Les exportations

Les exportations de cuivre à partir de la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe sont faites sous différentes formes : minerai de cuivre, cuivre affiné, cuivre soufflé (blister copper), fonderie de cuivre etc...

Pour la sous-région, ce sont essentiellement la Zambie (pour plus de 90 p. 100) ainsi que l'Ouganda et l'Angola qui sont exportateurs du métal rouge sous différentes formes.

Les exportations ont généralement pour destination l'Europe, l'Amérique et le Japon. Les exportations vers l'Afrique sont insignifiantes, et dans beaucoup de cas, ne sont même pas prises en considération dans les documents statistiques; elles sont du reste, destinées essentiellement aux pays voisins de la Zambie et de l'Ouganda.

Il est intéressant de noter que tous les pays africains exportateurs de cuivre et produits de cuivre tendent vers un contrôle plus poussé de cette ressource minière et une meilleure valorisation de cette dernière avant son exportation. De ce fait, les exportations du cuivre travaillé sont en croissance soutenue et régulière (voir Annexes). Cette attitude peut provoquer sans doute à terme un courant d'échange intra-Africain d'une façon générale et intra-sous-régional d'une manière particulière.

A3. Les importations de cuivre

Les importations du cuivre par les pays de la sous-région, sont peu connues, soit en volume ou valeur, soit sous leur forme réelle.

Le peu de statistiques faisant mention des achats de cuivre dans la sous-région, montrent essentiellement, le Kenya, l'Ouganda, l'Angola et la Tanzanie, comme faibles importateurs d'alliage de cuivre, de ferraille de cuivre et de câbles électriques. Parmi les pays fournisseurs, on pense qu'il s'agit essentiellement de la Zambie et du Zaïre, compte tenu de leur forte production de minerai de cuivre et de leurs industries cuprifères bien développées et exportatrices.

A4. Les échanges intra-sous-régionaux du cuivre

Pour ce qui est des échanges intra-sous-régionaux de cuivre, à l'état de minerai ou travaillé, ceux-ci restent très peu connus, compte tenu des rares publications traitant des échanges sous-régionaux.

Les quelques indicateurs économiques disponibles pour la sous-région confirment la faiblesse et l'aspect occasionnel de ces échanges. On peut citer les ventes de la Zambie à ses voisins immédiats, Tanzanie : 4 000 US \$ en 1972 et 3 000 US \$ en 1974, Kenya 12 000 US \$ en 1972, 688 000 US \$ en 1974 et 520 000 US \$ en 1975, Ile Maurice : 1 000 US \$ en 1975. Les achats de la Somalie au Kenya (3 000 US \$ en 1973); enfin les importations mauriciennes de ferraille de cuivre, des Seychelles (18 000 US \$ en 1974 et 1975).

1. Le sucre

1.1. La production du sucre

La production sucrière en Afrique de l'Est et australe est relativement importante. Les plus gros producteurs africains de cette matière se trouvent dans cette sous-région, notamment l'Ile Maurice, le Mozambique, le Swaziland et le Kenya. Les autres pays ayant une production sucrière importante sont : l'Ethiopie, Madagascar, la Tanzanie, le Malawi, la Zambie, l'Angola, la Somalie et l'Ouganda. A noter que l'Ethiopie, la Zambie et le Swaziland notamment ont réalisé de bons résultats au niveau de la productivité au cours des dernières années.

La production globale de sucre centrifugé brut recensée dans la sous-région a sensiblement augmenté, passant de 1 300 000 tonnes métriques en 1961/65 à 2 006 000 tonnes métriques en 1976 et 2.033.000 TM en 1977.

Moyenne de la production globale de sucre centrifugé brut dans la sous-région

Années	Unité = Tonne métrique				
	1961-65	1974	1975	1976	1977
T.M.	1 300 000	1 975 000	1 733 000	2 006 000	2 033 000

Source : Annuaire FAO de la production - volumes 30 et 31 - 1976 et 1977.

L'Ethiopie, le Kenya, le Malawi et le Swaziland ont fait un effort particulier, concrétisé par une augmentation de leur production respective.

La production de l'Ouganda est par contre en sensible baisse. Celle de l'Angola, après avoir accusé un fléchissement, semble avoir repris légèrement au cours des dernières années.

1.2. Les exportations de sucre

Plus de 50 p. 100 de la production sucrière de la sous-région est exportée. Parmi les pays exportateurs, l'Ile Maurice est en tête avec un moyenne d'un demi-million de tonnes métriques par an, suivie de loin par le Swaziland, le Malawi, Madagascar et l'Ethiopie.

Les exportations globales ont enregistré une légère baisse après 1974. En égard à la production globale de sucre centrifugé brut en nette augmentation, la régression des exportations trouve son explication dans la perturbation du marché international du sucre et une plus forte demande locale. Ces exportations

se sont situées à 843 000 et 881 000 tonnes métriques en 1975 et 1976 respectivement. L'île Maurice est en tête des pays exportateurs du sucre dans la sous-région. Elle est suivie par le Swaziland (194 300 tonnes métriques), le Malawi (45 332 tonnes métriques) et Madagascar (31 735 tonnes métriques) pour la même année 1976.

En valeur absolue, les exportations globales de la sous-région ont particulièrement regressé pendant l'année 1977 atteignant à peine 283,6 millions de dollars des Etats Unis, et ceci a affecté particulièrement le Swaziland et Madagascar.

B3. Les importations du sucre

Etant donné que les pays de la sous-région sont dans leur majorité producteurs-exportateurs de sucre, les tonnages enregistrés au niveau des importations sont généralement assez faibles. Cependant, sur les dix-sept pays que compte la sous-région au moment où on écrit ces lignes, quatorze d'entre-eux ont réalisé des achats au cours des dernières années. Pour certains d'entre eux, ces achats ont été très irréguliers et occasionnels, et sont dûs, surtout aux déficits conjoncturels de la production nationale.

Seuls, le Kenya, le Lesotho, le Botswana et la Somalie peuvent faire figure d'importateurs potentiels dans la sous-région.

Le Kenya dont le taux de consommation de sucre par tête d'habitant est le plus élevé (16,7 kgs en 1977), continuera à importer, malgré une production proche des 200 000 tonnes par an.

D'autre part, en raison des difficultés internes de production, rencontrés au cours des dernières années (1975-1979), certains pays ont accru leurs importations; c'est le cas de l'Angola, de l'Ouganda et des Seychelles.

Enfin sur le plan global et à l'échelle sous-régionale, les importations ont été très fluctuantes :

180 913 tonnes en 1974

70 790 tonnes en 1975

168 568 tonnes en 1976

231 072 tonnes en 1977

Rappelons cependant que ces importations portent davantage sur du sucre raffiné et/ou confectionné, que sur du sucre brut.

B4. Les échanges intra-sous-régionaux

Les échanges intra-sous-régionaux du sucre ne semblent pas importants, du fait que la majorité des pays concernés sont producteurs de sucre brut.

La plupart d'entre eux réalisent cependant de faibles importations de sucre raffiné, à l'exception de l'Angola, du Mozambique, de Madagascar et de l'île Maurice qui ne font appel à l'importation qu'exceptionnellement.

Il est très difficile de cerner statistiquement l'ensemble des échanges de sucre entre les pays de la sous-région. On peut cependant, donner quelques exemples de ces échanges qui se font généralement d'une manière sporadique. C'est ainsi qu'au cours de l'année 1972, l'Ethiopie a exporté 11 519 tonnes de sucre raffiné sur Djibouti pour une valeur de 2 075 000 US \$.

En 1973, le Kenya a importé 1 tonne de sucre raffiné (pour 1 000 US \$) à la Tanzanie; de même que la Somalie a importé de faibles quantités de sucre raffiné à partir du Kenya.

En 1974, l'Angola a exporté pour 94 000 US \$ de sucre raffiné au Seychelles et 2 244 000 US \$ au Mozambique. Elle a en même temps importé à partir du Mozambique pour 6 640 000 US \$ de sucre brut. L'Ile Maurice a pu réaliser des exportations du sucre à destination des Seychelles pour une valeur globale de 307 000 US \$.

- aux Iles Comores :

4 000 US \$ de sucre.

La Somalie a importé du sucre raffiné de l'Ile Maurice (5 356 000 US \$) et du sucre conditionné de l'Ethiopie (2 000 US \$).

Le Swaziland a exporté pour 1 578 000 US de sucre brut pour la Zambie.

C. Le coton

Cl. La production du coton

Bien que le coton soit la plus importante des fibres végétales utilisées dans l'industrie textile mondiale, sa production dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe apparaît comme relativement faible.

Selon les renseignements disponibles, cette production a été en net recul en 1975. Elle est passée de 167 000 tonnes métriques en 1961/65 à 166 000 TM en 1975 et à 204 000 TM en 1977.

Le déficit net de la production sous-régionale est le résultat de la baisse sensible enregistrée en Ouganda, en Angola et au Mozambique. Pour les dernières campagnes de production, la Tanzanie a réalisé les plus forts tonnages, dans une proportion de 30 p. 100 en moyenne de toute la production cotonnière sous-régionale.

La production de cette matière première dans la sous-région est considérée comme une source d'emplois très important ; de plus, elle est très accessible à la consommation industrielle, même dans les pays les moins bien nantis.

La production de coton graines dans la sous-région est restée très stable depuis 1961, à l'exception de l'année 1973, où elle avait plus que doublée, en atteignant 1.111.000 tonnes métriques. Les pays producteurs, avec en tête l'Ouganda et la Tanzanie, ont totalisé les chiffres suivants :

	1961-65	1974	1975	1976	1977
(t.m)	516	745	525	636	622

Le seul fait important à signaler est la régression de la production de l'Ouganda et la montée en flèche de la production Tanzanienne.

C2. Les exportations de fibres de coton

La majorité des pays producteurs de fibres de coton sont également exportateurs. La Tanzanie avec 57 561 tonnes métriques d'exportées en 1976 et 40.000 TM en 1977 est en tête, suivie de l'Ouganda 19 301 t.m. en 1976 et 10.400 TM en 1977, du Mozambique (16 347 t.m. en 1976 6200 en 1977), et de l'Angola (6 037 t.m. en 1976 et 9 800 TM en 1977).

La tendance générale des exportations est à la baisse, ce qui s'explique en partie par la baisse de la production des fibres de coton et la légère croissance de la consommation industrielle. Cette dernière s'explique à son tour par la faiblesse des capacités industrielles existantes.

En revanche, les exportations de tissus à base de coton paraissent devoir s'accroître. On peut penser qu'une partie de ces exportations trouvera le chemin du commerce sous-régional.

C3. Les importations du coton dans la sous-région

Les importations de fibres de coton sont extrêmement faibles et ne concernent essentiellement que le Kenya et, dans une proportion bien moindre, l'Ethiopie. La Somalie et la Tanzanie ne font appel qu'exceptionnellement aux importations de fibres.

Le Kenya qui a une production cotonnière très limitée (5 000 tonnes métriques/an), importe plus de 2 000 t.m. par an, juste assez pour satisfaire les besoins de l'industrie locale de transformation du coton.

L'extrême faiblesse des importations globales de fibres de coton dans la sous-région est due au fait que les Etats ont mis en place de petites unités industrielles qui n'absorbent même pas la production brute locale (le Kenya excepté).

C4. Les échanges du coton dans la sous-région

Les échanges de coton brut semblent plutôt rares entre les pays de la sous-région. En effet, dans la plupart des cas, les échanges portent sur les tissus à base de coton. Néanmoins, des pays comme le Kenya, la Somalie et l'Ethiopie réalisent de façon irrégulière des achats de faibles quantités à partir des pays voisins de la sous-région, notamment de la Tanzanie et de l'Ouganda.

Bien que les données précises sur les échanges intra-sous-régionaux de coton soient difficiles à cerner, il est à prévoir que les échanges de coton brut dans la sous-région iront en s'accroissant, compte tenu notamment de l'augmentation de la consommation industrielle qui est passée de 55 100 tonnes métriques en 1970/71 à 74 700 tonnes métriques en 1975/76 pour enfin se situer à 63.400 t.m. en 1977/78.

Rappelons cependant que les principaux consommateurs de coton brut dans la sous-région étaient pour les années 1977/78, l'Ethiopie (16 300 t.m.), la Tanzanie (13 000 t.m.), Madagascar (11 900 t.m.) et le Kenya (10 800 t.m.).

Le processus d'échanges semble se limiter donc à deux groupes de pays :
 - ceux dont la production de coton est excédentaire et dont une partie est exportée;
 - ceux dont la production de coton brut est inférieure aux besoins de leur industrie et qui doivent par conséquent faire appel aux importations pour combler le déficit.

En l'absence de statistiques nationales détaillées on présente ci-après quelques exemples, qui illustrent la faiblesse de ces échanges.

Exportations à Destination des pays de la sous-région

Valeur = 1000 US\$

Exportations Importations	Mozambique (1974)	Madagascar (1975)	Angola (1974)	Malawi (1976)	Tanzanie (1977)
Angola	2 200				
Maurice		134			
Mozambique			508		
Maurice				235	165
Zambie				279	2991
Kenya					450
Somalie					656

D. Le tabac

DI. La production de tabac brut dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe

Les deux-tiers des pays de l'Afrique de l'Est et australe sont producteurs potentiels de tabac brut. Leur production globale a plus que doublé en une décennie, passant de 45 700 tonnes métriques en 1965, à 84 400 tonnes métriques en 1976 et à 105.00 t.m. en 1977.

Le Malawi est le premier producteur dans la sous-région : 37 000 t.m. en 1976, 53 000 en 1977, suivie de la Tanzanie, 19 000 t.m. en 1976 et 21.000 t.m. en 1977.

On remarque d'autre part que les volumes de production réalisés par l'Angola, l'Ethiopie, Madagascar, le Mozambique, l'Ouganda et la Zambie sont assez voisins.

Le Swaziland et l'Ile Maurice produisent, quant à eux, des quantités très limitées.

D'une manière générale, la production sous-régionale de tabac brut n'est pas diversifiée et ne suffit pas à combler le déficit de la consommation

industrielle qui nécessite de nombreux mélanges, au point que la plupart des pays concernés sont obligés de faire appel aux importations pour compléter "l'assortiment nécessaire".

D2. Les exportations de tabac brut

Près des deux tiers de la production sous-régionale du tabac brut est exportée; une dizaine de pays participent aux exportations. Les plus gros producteurs (Malawi, Tanzanie, Zambie) sont aussi ceux qui exportent les plus forts tonnages. A titre d'exemples en 1977, ces trois pays ont réalisé les chiffres suivants :

Malawi	37 810	tonnes métriques pour	95 958 000 US\$
Tanzanie	11 700	" "	25 283 000 US\$
Zambie	3 425	" "	7 333 000 "

Les exportations globales de la sous-région sont en nette croissance, compte tenu notamment des efforts entrepris par la Tanzanie et le Malawi en vue de placer davantage de tabac brut sur les marchés extérieurs.

On peut penser qu'une plus grande valorisation des quantités relativement importantes de tabac brut disponibles pour l'exportation par le biais de la création d'unités industrielles appropriées serait de nature à permettre un accroissement des échanges entre les pays de la sous-région.

D3. Les importations de tabac brut dans la sous-région

La majorité des pays de la sous-région font appel aux importations de tabac brut, mais dans des proportions très limitées.

Le Kenya et le Malawi importent l'essentiel des tonnages attribués à la sous-région; le premier, pour éponger le déficit de sa production et le second, pour satisfaire les besoins de son industrie de conditionnement de tabac, l'une des plus grandes et des plus modernes de l'Afrique australe. En fait les tabacs achetés par le Malawi sont constitués de certaines qualités spécifiques destinées uniquement aux mélanges.

Pour le reste des Etats, les faibles tonnages qu'ils importent semblent être destinés à leurs petites unités de conditionnement, travaillant pour les besoins des marchés locaux.

Les possibilités de placement du tabac brut dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe, au vu des données ci-dessus, sont extrêmement limitées.

D4. Les échanges de tabac brut dans la sous-région

Les rares opérations d'importation et d'exportation réalisées entre pays voisins sur lesquelles des informations sont disponibles ont eu pour cadre, entre autres, le Mozambique, l'Angola, le Malawi, la Zambie, le Kenya, la Tanzanie, la Somalie et Madagascar.

Il semble à priori qu'il y ait peu de possibilités d'accroissement du commerce de tabac brut entre la majorité des pays de la sous-région.

Echanges intra-sous-régionaux de tabac et cigarettes

Unité = 1 000 US\$

<u>Pays exportateurs</u>	<u>Pays importateurs</u>	<u>Nature du produit</u>	<u>Valeur</u>	<u>Année</u>
<u>Tanzanie</u>	Kenya	Tabac non travaillé	330	1977
	Madagascar	"	34	"
	Somalie	"	117	"
<u>Zambie</u>	Malawi	Tabac non conditionné	4119	1976
	"	Tabac non travaillé	4529	1975
<u>Mozambique</u>	Angola	Tabac non travaillé	191	1974
	"	Cigarettes	693	"
<u>Malawi</u>	Ethiopie	Tabac non conditionné	647	1976
	Mozambique	"	154	"
	Ile Maurice	"	10	1974
	Seychelles	Cigarettes	10	1976
<u>Madagascar</u>	Iles Comores	-- Cigarettes --	173	1975
	Seychelles	Tabac non travaillé	9	1976
<u>Kenya</u>	Ethiopie	Tabac non conditionné	544	1975
<u>Somalie</u>	Ethiopie	Tabac non conditionné	2	1975
<u>Ile Maurice</u>	Iles Comores	Cigarettes	1	1974
	Madagascar	Cigarettes	5	1975

Sources : Diverses publications Nationales

AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRAL : Pays de la zone intéressés par les produits retenus
dans la présente étude

		ACTIFS		PW PUISSANCE	
		Pays exportateurs	Pays importateurs	Pays exportateurs	Pays importateurs
06	Sucre Préparati on à base de sucre	6	2	4	2
061.1	Sucre non raffiné	2	2	4	2
061.2	Sucre raffiné	2	-	2	-
061.5	Mélasses	3	-	2	-
061.7	Autres sucres (sucre de venemba)	1	-	-	-
062.0	Sucreries	2	-	1	-
12	Tabacs	4	4	3	1
12.1	Tabacs bruts	4	4	3	1
12.2	Tabacs manufacturés	3	-	2	2
122.2	Cigarettes	2	-	2	1
122.3	Tabacs manufacturés	1	-	1	1
26	Fibres textiles	7	4	3	-
263.1	Coton brut	4	2	3	-
263.4	Coton peigné ou cardé	1	1	-	-
651.32	Couverture en coton	2	-	2	1
651.41	Linge de lit en coton	1	-	1	2
651.43	Linge de table en coton	-	-	1	1
287.11	Cuivre (minerais et concentrés)	1	1	-	2
288.21	Déchets de cuivre	-	1	1	-
662.26	Accessoires de tuyauterie en cuivre	-	-	-	3
263.3	Déchets de coton et de soie	2	1	1	1
651.3	Filés de coton	2	2	2	-
652.1	Tissus de coton	5	3	4	1

Source : Lesaka/PTA/IV/6 Add.1/Rev.3/ 27 mars 1980

III. Situation des industries consommatrices

A. Le cuivre et l'industrie cuprifère

L'industrie des métaux non ferreux quoique concentrée dans un seul pays la Zambie n'en présente pas moins un intérêt considérable pour l'ensemble de la sous-région du point de vue de son intégration économique future.

Déjà importante cette industrie semble devoir connaître une expansion appréciable. On peut penser que le développement économique des pays de la sous-région ne manquera sans doute pas de susciter une demande bien plus importante de cuivre, alliage de cuivre et produits industriels finis à base de cuivre que ce n'est le cas à l'heure actuelle. On note déjà que quatre pays (Angola, Kenya, Tanzanie et Ouganda) sont devenus des importateurs potentiels de cuivre et que d'autres pays (Ethiopie, Madagascar, Maurice et Malawi) ont développé ou sont en train de développer rapidement leur industrie du cuivre.

Il convient cependant de distinguer les activités orientées vers l'exportation (qui bien entendu sont les plus importantes) et celles qui visent à satisfaire la demande intérieure (qui est relativement faible).

Les perspectives du développement de la capacité de production d'articles semis-finis en cuivre destinés au marché intérieur sont difficiles à cerner, compte tenu du manque d'informations précises sur les installations existantes et les implantations d'usines projetées.

Il semble pourtant que le secteur des métaux non ferreux soit celui qui contribue le plus largement à l'élément industriel du produit intérieur brut (23,6 % en fin 1980). Toutefois, du fait de sa nature même, il n'offre que des possibilités d'emploi limitées et continue sans doute de faire largement appel à du personnel étranger pour quelques années encore.

En 1980, ces industries font encore appel aux importations pour couvrir environ 16 p. 100 de l'ensemble de leurs besoins (en particulier en pièces de rechange et produits chimiques).

Les principales unités de fabrication du cuivre dans la sous-région sont les suivantes :

En Zambie :

Métal fabricators of Zambia Ltd (ZAMBEFA) située à Luanstrya

- Copperbelt (fonderie continue)
- Kitwe (South Walls Electric Co.)
- Roan Consolidated Mines (RCM) pour le minerai
- Nchanga Consolidated Copper Mines (NCCM) pour le minerai

Au Kenya

Eact African Cables à Nairobi

En Ouganda

The cable corporation of Uganda, située à Lugazi

En Ethiopie

Ethioplastics à Addis-Abéba

Usine associée de cuivre à Asmara

En Tanzanie

Usine de TANGA

Seuls la Zambie et l'Ouganda entreprennent actuellement la transformation du cuivre à grande échelle (production de fonderie de cuivre et de cuivre affiné). Le premier produit entre 650 et 700.000 TM/an de fonderie de cuivre et le second, une dizaine de milliers de TM/an.

De tous les pays de la sous-région, la Zambie est celui qui dépend le plus de son industrie cuprifère. Les activités économiques des compagnies zambiennes du cuivre interviennent pour près de 40% dans le PIB, pour 15% dans l'emploi et sont à l'origine de 49 à 70 p.100 des revenus du gouvernement (selon le prix du cuivre) sur le marché international sont responsables de 93 p. 100 des exportations avec de légères variations. La Zambie n'a pas été jusqu'à présent en mesure de se spécialiser dans la fabrication de certains produits en cuivre car il n'existe pas de débouchés sur le plan national.

Types de produits à base de cuivre, fournis ou pouvant être fournis par les unités de la sous-région

1. Semi-manufacturés

- i) Feuilles, plaques et bandes en cuivre ou en alliage
- ii) Tiges et profiles en cuivre ou en alliage
- iii) Tubes et accessoires de tuyauterie en cuivre ou en alliage

2. Conducteurs nus

fils nus, simples et à torons en cuivre et en alliage de cuivre.

3. Produits manufacturés et pièces coulées

Produits entièrement en cuivre et en alliage tels que boulons, écrous, vis, etc... récipients, ustensils, chaînes, appareillage domestique et du bâtiment; pièces coulées, généralement pièces détachées en laiton et en bronze.

4. Conducteurs isolés en cuivre

Fils de cuivre isolé simple et à torons (le fil en aluminium isolé n'est pas inclus).

Utilisation du cuivre et produits du cuivre

- Les principaux utilisateurs de produits semi-manufacturés sont l'industrie du bâtiment qui emploie d'importantes quantités de tubes, de montures et de formes extrudées comme les encadrures de fenêtres et l'engineering qui utilise

aussi d'importantes quantités de tubes, de tiges, de feuilles et de formes.

- Environ la moitié des wire-bars et des cables sont utilisés pour la production de l'énergie, et la transmission des signaux dans les industries énergétiques et celles des communications. En engineering on se sert du cuivre pour la réparation et la fabrication de matériel électrique.

Enfin l'industrie du bâtiment est le principal utilisateur de fils isolés et de cables. Les autres utilisateurs importants sont les mines et les Communications (cables téléphoniques).

Estimation de la consommation totale de cuivre par pays en 1966

	tonnes métriques
Ethiopie	655
Kenya	784
Madagascar	609
Malawi	207
Maurice	231
Somalie	66
Tanzanie	431
Ouganda	409
Zambie	2480

Estimation de la demande totale de cuivre par pays et par industrie en 1966

Pays	Mines	Engineering	Autres produits	Cons- truction	Energie	Transport	Commu- nications	Total
Ethiopie	20	66	55	226	204	37	47	655
Kenya	21	128	48	305	12	84	186	784
Madagascar	15	94	73	178	76	132	41	609
Malawi	2	43	16	62	38	18	30	207
Maurice	-	30	16	116	34	10	25	231
Somalie	-	5	7	28	11	3	7	61
Tanzanie	10	75	26	158	17	44	101	431
Ouganda	16	78	011	162	21	41	80	409
Zambie	804	209	126	580	357	70	334	2480

Source : Etude de Maxwell stamp Associated Ltd et la CEA

B. Le sucre et l'industrie sucrière

L'industrie sucrière est en pleine mutation dans la sous-région. Le regain d'intérêt pour le produit suscité par les augmentations des cours du marché du sucre de plus en plus importantes, il y a quelques années a amené les pays producteurs intéressés, à mettre en oeuvre des programmes spécifiques de production et de valorisation de la production sucrière.

On assiste au lancement de plusieurs projets visant à augmenter la production sucrière brute, à agrandir les raffineries existantes et à en créer d'autres. Il semble bien que d'une manière générale ces démarches ne soient guère inspirées du souci d'exploiter les potentialités du marché sous-régional, mais bien plutôt de la volonté de parvenir à un certain degré d'auto-suffisance. Sur le plan national, quand elles ne procèdent pas du désir de se procurer autant de recettes en devises que possible à partir des exportations de sucre raffiné et conditionné.

Les pays font face cependant à de sérieux problèmes notamment au niveau de l'harmonisation des programmes de production de la canne à sucre et de l'installation des unités industrielles de transformation. Tout laisse croire cependant que la production sucrière globale de la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe augmentera sensiblement lors des prochaines campagnes et que les capacités industrielles seront multipliées. Cette industrie risque cependant de connaître certains déséquilibres compte tenu des moyens fort disparates, mis en oeuvre par les uns et les autres. On en donne ci-après, quelques exemples :

Au Kenya, les raffineries n'arrivent pas actuellement à suivre le rythme d'accroissement de la production de cannes et le syndicat des planteurs a lancé un appel, durant la campagne 1978/79, au gouvernement pour qu'il prenne d'urgence des mesures appropriées en vue de remédier à la situation. Les raffineries MUHORONI et MIWANI ont interrompu leurs activités.

Pour faire face aux difficultés croissantes dans le secteur sucrier le "Kenya Sugar Authority" et le gouvernement ont mis en oeuvre un projet de relance assez ambitieux visant l'extension des usines existantes, la rénovation des plantations et la plantation de canne à sucre sur de nouvelles terres.

Une des premières bénéficiaires de ce programme est la MUMIAS Sugar Company qui a produit à elle seule 92.500 tonnes de sucre, en 1978. Une nouvelle usine lui sera annexée et devrait porter la production à 140.000 tonnes; ce qui devrait conduire vers l'autosuffisance du Kenya.

L'Ethiopie a également mis sur pied un plan d'action visant à accroître sa production de 20.000 tonnes dès 1981 avec l'aide de l'assistance technique de Cuba dans le cadre d'un accord signé par les deux gouvernements intéressés en septembre 1978. De cette manière la production totale de l'Ethiopie avoisinait les 200.000 tonnes de sucre centrifugé brut vers la fin de 1981.

L'industrie sucrière tanzanienne dont la production actuelle est de l'ordre de 200.000 tonnes par an va accroître sa capacité de 25%. Le projet sucrier de KACERA à l'Ouest de la région du lac, financé par le fonds pour le développement économique d'Abou Dhabi vise à installer une capacité industrielle de l'ordre

de 56.000 tonnes/an et planter 12.600 hectares en canne à sucre.

A Madagascar, l'évolution de l'industrie sucrière va vers un accroissement rapide des capacités de transformation. Une grande unité sucrière devait être construite en 1979 à MORONDANA, avec l'aide de la République Populaire de Chine. D'autre part, les sucreries de NOSSI-BE et de la Côte Est ont bénéficié en 1979 également de la mise en oeuvre d'un programme intégré pour la remise en état de leurs plantations et de deux sucreries. Les travaux porteront leur capacité de production de 25.000 à 37.000 tonnes par an.

Enfin à Maurice, les autorités de ce pays commencent à craindre les effets néfastes d'une monoculture trop poussée. Il ne serait donc pas étonnant que le niveau actuel de la production sucrière mauricienne soit stabilisé.

C. Le Coton, et l'industrie des Textiles

L'industrie cotonnière est confrontée depuis longtemps à une instabilité conjoncturelle des prix, après une période de stabilité relative, et à la concurrence des fibres synthétiques. Cependant, le fait que la majorité des pays de la sous-région sont eux-mêmes producteurs de coton brut, semble-t-il a favorisé la consommation industrielle qui globalement est passée de plus de 55 000 tonnes métriques en 1970/71 à 75 000 tonnes métriques en 1975/76 ?

L'Ethiopie a été en 1975/76 le plus grand consommateur industriel de coton brut (19 500 TM en moyenne par an) suivie de la Tanzanie (17 000 TM), de Madagascar (12 000 TM) et du Kenya (10 000 TM).

Dans le cadre de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, l'industrie textile n'appartient pas au groupe des industries dites sous-régionales ou multinationales. Elle n'appartient pas non plus au groupe des industries ayant des capacités de dimensions nationales, c'est-à-dire les industries qui, dans chaque pays, visent uniquement le marché intérieur.

Dans cette industrie où il ne s'agit pas de réaliser des économies d'échelle, les nombreux établissements existants sont de taille relativement modeste mais mettent sur le marché plusieurs gammes de produits différents. De même la demande finale à l'échelle de la sous-région concernée traduit la diversité des besoins fondamentaux en articles textiles, qui résulte de l'influence de facteurs multiples, tels que le sexe, l'âge, le climat, les revenus, les coutumes et modes etc...

En fait, la diversité de la production finale de l'industrie textile rend nécessaires d'importants courants d'échanges et particulièrement dans des espaces aussi limités que ceux des marchés de l'Afrique de l'Est et australe.

- La production de tissus de coton pur ou mélangé est en réelle progression dans la sous-région. L'Ethiopie, Madagascar et la Tanzanie ont nettement augmenté leur production et amélioré leur position dans la mesure où, à eux seuls, ils ont produit 166 millions de mètres carrés en 1970; 218 millions m2 en 1972 et 253 millions m2 en 1975 de tissus purs et mélangés. Notons que les tissus purs à base de coton sont produits en quantités appréciables en Angola, en Ouganda, en Ethiopie, à Madagascar, en Tanzanie et en Mozambique.

- Pour combler leurs besoins accrus en fibres de coton, seuls le Kenya et, à un degré moindre, l'Ethiopie, font appel aux importations de cette matière première. Le premier nommé est le seul importateur potentiel de matière première (coton brut et fibre de coton) dans la sous-région.

La plupart des pays voisins ont leurs propres industries de textiles et, dans beaucoup de cas, ces industries produisent les mêmes types de textiles, ce qui provoque une situation de concurrence sur des marchés très limités,

L'Afrique de l'Est et australe, dans son ensemble, constitue un marché peu important pour les textiles. Le marché éthiopien est le plus vaste, la plus forte population étant concentrée dans ce pays.

Envisagée cependant globalement la sous-région offre indéniablement à l'industrie textile locale un marché beaucoup plus vaste que la somme des marchés nationaux pris isolément.

L'industrie textile et l'industrie du vêtement, étroitement apparentées, sont les plus importantes parmi les secteurs offrant une marge de manœuvre suffisante pour permettre d'équilibrer la répartition des industries entre les différents pays de la sous-région.

On a noté que certains pays assurent une part de la production brute de la sous-région plus importante que leur contribution à la demande de l'ensemble de la sous-région. C'est ainsi que l'Ile Maurice tiendrait une place beaucoup plus importante dans la production que dans la demande de la sous-région (rapport 1,85) 1/ de même que Madagascar (1,27); la différence serait moins marquée au Kenya (1,15) et à la Somalie (1,09). Tous ces pays sont plutôt moins riches que les autres en ressources naturelles diverses et les autres possibilités de développement industriel sont donc plus limitées en ce qui les concerne.

Du même coup, d'autres pays semblent assurer une part de la production inférieure à leur contribution à la demande de la sous-région; ce serait surtout le cas de la Tanzanie (rapport 0,55) et de la Zambie (0,73) où les autres possibilités de développement industriel ne manquent pas. Pour les autres pays, le rapport prévu se situe entre 0,91 et 1. Bien que cette répartition favorise les pays les moins bien placés, elle peut s'avérer profitable également pour les pays mieux pourvus, car leurs industries de base à vocation sous-régionale bénéficieront de l'augmentation du pouvoir d'achat et de la capacité d'importation des pays moins favorisés.

Des chances d'une Option sous-régionale de l'industrie textile

Comme chacun sait les économies d'échelle sont réalisées assez tôt dans la plupart des industries textiles (à l'exception de la fabrication de fibranne et de filament). Ainsi, même en Europe, on considère actuellement que 10 000 broches est "un chiffre minimal" et que l'unité de production optimale se situe à 20 000 Broches. Pour ce qui est du tissage, les deux chiffres, minimum et maximum, sont :

1. Il s'agit du rapport entre le pourcentage de la production brute de la sous-région assumée par le pays et sa participation à la demande de l'ensemble de la sous-région (exprimée également en pourcentage).

- a) 144 métiers automatiques classiques, et
- b) 400 - 480 métiers automatiques classiques.

Etant donné la dimension des marchés nationaux en Afrique de l'Est, il convient cependant de faire une autre distinction essentielle. La viabilité économique d'une seule ou de plusieurs unités n'est pas la même que la viabilité de la production nationale par pays. Les marchés du textile comprennent des produits terminaux très hétérogènes obtenus à partir de plusieurs techniques du même type, mais néanmoins distinctes. Cette diversité - il existe plusieurs milliers de produits finis différents - empêche les marchés, sauf les plus vastes, d'être entièrement alimentés par la production nationale. A noter également qu'en essayant de déterminer les perspectives de l'industrie textile dans la sous-région, il faut tenir compte de la grande diversité des produits terminaux, et admettre dès lors qu'il est presque impossible que les pays se suffisent à eux-mêmes si la production de textiles est uniquement orientée vers les marchés nationaux. C'est pourquoi la seule solution rationnelle est d'opérer des échanges de produits à l'intérieur de la sous-région si l'on veut atteindre les objectifs généraux indiqués précédemment. Ces échanges dans le cadre d'accords commerciaux réciproques, permettraient à chaque pays de posséder des industries textiles dont la production excéderait la consommation du pays et laisserait des excédents commercialisables vers des autres pays de la sous-région, afin de satisfaire la demande finale particulière de chaque pays. Considéré sous cet angle, le développement des industries textiles ne peut atteindre son point culminant en Afrique de l'Est que grâce à une action concertée. Des accords, de ce genre permettraient le financement d'un programme de modernisation des unités existantes tout en permettant d'élargir le marché des textiles par l'abaissement relatif des coûts.

D. Le tabac et l'industrie du tabac

Les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe sont non seulement producteurs-exportateurs de tabac brut mais potentiellement producteurs de cigarettes, destinées généralement à la consommation nationale.

On remarque cependant que les pays gros producteurs de tabac brut, tels que le Malawi, la Tanzanie et la Zambie ne sont pas nécessairement les plus importants producteurs de tabac manufacturé.

A titre d'exemple, en 1977, la production de cigarettes la plus importante a été enregistrée dans les pays suivants :

Kenya	:	3.944 millions d'unités	
Tanzanie	-	3.700	" "
Mozambique	-	3.100	" "
Angola	-	2.500	" "

Pour un ensemble de dix pays ^{1/} dont la production de tabac manufacturé est connue, il y a une nette et régulière progression de cette dernière au cours de la décennie 1970-1980. La production globale de ces pays est passée de 15.151 millions de cigarettes en 1970 à 18.524 millions d'unités en 1973 et à plus de 22.000 millions d'unités en 1977 et 1978.

1. Angola, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Ouganda, Tanzanie et Zambie.

Les pays traditionnellement gros producteurs de cigarettes, comme l'Angola et le Mozambique n'ont pas tellement augmenté le niveau de leur production durant ces dernières années. On assiste par contre à une montée en flèche de la production de cigarettes dans certains pays. Ces pays faisaient d'ailleurs appel à l'importation pour satisfaire la demande intérieure. C'est le cas, entre autre, de Madagascar et de l'Ethiopie.

Il y a enfin une troisième catégorie de pays, qui n'ont pas réellement apporté de changement dans leur structure et capacité de production de cigarettes; c'est le cas du Malawi et, à un degré moindre, de Maurice.

Le Malawi, en particulier, est en tête des pays producteurs-exportateurs de tabac, alors que sa production de cigarettes est des plus faibles dans la sous-région (487 millions d'unités en 1977, contre 408 millions d'unités en 1968).

La Zambie et l'Ethiopie ne semblent pas non plus avoir fait d'effort particulier pour accroître sensiblement leur production de cigarettes. La Zambie a une production stationnaire depuis 1972 et l'Ethiopie n'a enregistré qu'une légère amélioration durant l'année 1976.

Ainsi la consommation de cigarettes dans la sous-région est supérieure à l'offre sous-régionale. De surcroît, on continue, dans beaucoup de cas, de se limiter en conditionnement primaire du tabac brut avant que celui-ci soit exporté destination d'autres unités industrielles essentiellement européennes qui traitent définitivement le tabac pour sa commercialisation sur le marché mondial.

A noter que la plupart des industries de la sous-région connaissent des problèmes de qualité et de coût. Il est clair également que s'ils venaient être privés de la protection fiscale dont ils bénéficient actuellement les tabacs autochtones seraient incapables de faire face à la concurrence des produits importés d'origine non africaine. Seule une "mise au point" de produits répondant pleinement aux besoins des marchés intérieurs de la sous-région et qui soient en outre compétitifs par rapport aux produits non africains, pourrait donner des résultats sur le plan des ventes sous-régionales.

Des efforts sont tentés dans certains pays pour augmenter la production du brut mais aussi pour accroître les capacités de production de cigarettes et améliorer leur qualité.

En Tanzanie, le "Tobacco Authority of Tanzania" envisage de développer très rapidement la capacité de production du tabac de ce pays. Le tabac aura la seconde position dans les échanges extérieurs dès 1981/1982. Dès la campagne agricole 1980, on prévoyait que la production augmenterait d'une centaine de tonnes

Au Malawi, de nouvelles machines industrielles ont été installées à Blantyre par la Limited factory; l'objectif recherché est de faire passer la capacité de production de cigarettes de 65 à 85 millions d'unités. Un autre projet pilote est mis en oeuvre à MZIMBA.

En Zambie, "the Chaganda Farm Development Corporation" encourage le développement de la culture du tabac dans la région de Mukouchi, près de Kabwe. Une nouvelle compagnie de production de cigarettes en est destinataire. Ce projet va dans un premier stade compenser la baisse des rendements enregistrés au cours des trois dernières années, baisse due en partie aux pluies irrégulières qui se sont abattues sur les régions productrices de tabac.

E. Conclusion sur la situation industrielle des pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe

Le survol rapide de la situation des quelques matières premières destinées aux industries de base (cuivre-coton-sucre-tabac) dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe, que l'on vient de faire, permet de constater, que les pays concernés ne sont généralement pas en mesure, du fait de l'étroitesse de leur marché intérieur, de créer des industries de base de grande envergure. Ces pays ne disposent que d'industries légères, notamment d'usines textiles (coton), de raffineries de sucre et d'industries alimentaires. Même dans ces domaines ils sont limités par l'étroitesse des marchés. Ils n'ont pas encore pour la plupart entrepris la production des biens de consommation durable qui pourraient à leur tour gagner une part appréciable du marché sous régional.

Hormis deux exceptions notables, la Zambie et l'Angola, les autres pays de la sous-région ont une économie essentiellement agricole; l'agriculture représente près de 40 p. 100 du PIB et assure la subsistance de 90 p. 100 de la population. En outre, la plupart des produits agricoles exportés par ces pays sont destinés aux marchés d'outre-mer et seule une très faible proportion (6%) de ces produits est échangée entre les pays de la sous-région. Quant aux produits retenus dans la présente étude, les échanges intra-sous-régionaux dont ils font l'objet n'apparaissent pas clairement, compte tenu de leur valeur marginale. Une diversification et une valorisation croissantes de ces productions agricoles, augmenteraient sans aucun doute les échanges à l'échelle sous-régionale et même régionale. Le rôle de l'agro-industrie dans l'économie de ces pays est également faible encore qu'il existe de grandes possibilités d'expansion de cette agro-industrie à partir de l'utilisation des matières premières disponibles et à condition que l'on fournisse à l'agriculture les facteurs de production nécessaires.

F. Obstacles s'opposant à la croissance industrielle

L'industrie, (tout comme l'agriculture), pourvoyeur de produits semi-manufacturés et manufacturés destinés au commerce, les obstacles s'opposant au développement de ce secteur, ont par voie de conséquence une incidence certaine, bien qu'indirecte sur les échanges commerciaux.

Ainsi dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe, en dépit de certains efforts tendant à développer la production industrielle dans son ensemble, la croissance globale de l'industrie manufacturière n'a pas suivi l'augmentation de la demande portant sur les produits manufacturés : de ce fait l'industrie sous régionale a été jusqu'à présent incapable de faire face aux besoins des marchés de la sous-région et cela pour de nombreuses raisons :

A. Inadéquation des Unités de production

D'importants aspects négatifs se sont manifestés dans le domaine du développement industriel.

En premier lieu, plusieurs parallélismes ou chevauchements d'activités dans le développement ont entraîné l'inutilisation de certaines capacités de production ainsi que le chômage total ou partiel de la main-d'oeuvre, et des équipements, des gaspillages ainsi qu'une mauvaise répartition des ressources en capitaux.

En deuxième lieu, ce processus s'est souvent accentué par l'apparition d'unités industrielles dont la capacité se situait bien au dessous des conditions minimales permettant l'obtention d'économies d'échelle. La première de ces anomalies s'est manifestée particulièrement dans les industries textile et sucrière.

D'autres insuffisances des réalisations industrielles tiennent à des particularités structurelles. La production a jusqu'ici été axée sur :

- le traitement primaire des métaux non ferreux destinés exclusivement à l'exportation, opération fortement limitée par les frais de transport;
- le traitement des produits agricoles, de base, tels que la canne à sucre (bien qu'elle fasse l'objet d'un raffinage très limité, sauf pour des quantités réduites destinées à la consommation locale);
- la production de produits périssables;
- les produits qui exigent un minimum de compétences techniques et les opérations de simple montage;
- enfin, des articles exceptionnellement pondéreux ou volumineux que l'on a décidé de fabriquer en raison principalement de l'importance des frais de transport qui frevent leur importation.

Toutes ces opérations sont en général caractérisées par la modicité de la valeur ajoutée et elles nécessitent souvent l'importation d'une part importante de facteurs intermédiaires (à l'exception du sucre et des métaux non ferreux).

B. Répartition inégale des industries

La structure industrielle de l'Afrique de l'Est est caractérisée par des contrastes et des polarisations qui sont intimement liées entre eux. D'une part, certains pays, comme le Malawi et la Somalie, n'ont qu'une faible activité industrielle. D'autre part, dans d'autres pays comme la Zambie, Maurice et le Kenya, l'industrialisation est sensiblement plus avancée.

La valeur ajoutée des activités industrielles est très variable au sein des pays de la sous-région. La Zambie semble la mieux placée, suivie de près par Maurice et le Kenya. La Somalie est parmi les pays les plus désavantagés de la sous-région. L'importance des ressources naturelles, la situation géographique, l'histoire ainsi que la structure socio-politique passée et présente, des pays intéressés peuvent expliquer ces disparités.

Il résulte de ce qui précède que faute de système correctif et toutes choses étant égales par ailleurs que les pays qui avaient pris, pour une raison ou pour une autre, une plus grande avance dans le développement industriel, sont appelés à retirer plus d'avantages en cas d'association ou de coopération, que les pays industriellement moins avancés.

C. Autres Obstacles s'opposant à la croissance industrielle

Les obstacles qui s'opposent à la croissance industrielle dans cette sous-région sont d'une manière générale reflétés, dans les caractéristiques suivantes, qui se retrouvent à peu près partout :

- Place mineure des produits de conception avancée, tant du point de vue des caractéristiques techniques que de la présentation;
 - Utilisation réduite des sous-produits et des déchets;
 - Permanence de la mainmise étrangère sur l'industrie, tant du point de vue de la propriété que pour la gestion;
 - Coûts unitaires souvent, sinon toujours, élevés;
 - Capacité de production sous utilisée de certaines industries
- ce phénomène étant beaucoup plus sensible dans certains pays que dans d'autres.

Un autre problème et non des moindres, est celui de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. Cette difficulté héritée en partie du passé, est due au peu d'intérêt témoigné par beaucoup de pays à l'égard de la formation professionnelle à tous les niveaux. Cette pénurie contribue à gonfler les prix de revient des produits autochtones qui n'arrivent pas, dans la plupart des cas à faire face à la concurrence internationale, même dans le cadre des marchés nationaux de la sous-région.

V. Les Sociétés ou organismes de production et de commerce

Les Sociétés ou organismes de production et de commerce sont multiples et variées selon les pays dont elles sont originaires, leur orientation politico-économique, les secteurs ou produits qu'elles couvrent et la nature même de ces produits.

On peut, en principe, distinguer deux groupes de pays.

i) Dans le premier groupe, les Sociétés en présence sont nationales. Qu'elles soient publiques ou privées, elles sont soumises à un contrôle et surtout obéissent à une planification relativement rigoureuse de la part des gouvernements. Le capital national est généralement majoritaire et le personnel, ouvriers et cadres, est en grande partie autochtone.

ii) Dans le second groupe, les sociétés transnationales à capital étranger majoritaire et employant de nombreux expatriés à différents niveaux, cotoient des organismes d'état et privés nationaux dont les capacités de production et la couverture sur le plan commercial sont plutôt réduites. Cette situation échappant un peu à la planification étatique répond en fait, à un système économique de marché libre du type capitaliste.

On notera cependant qu'il existe dans la pratique de nombreuses interférences d'une catégorie à l'autre dans la mesure où, pour tel ou tel produit ou secteur.

il arrive que tel pays réputé appartenir à la seconde catégorie adopté une réglementation très restrictive en ce qui concerne le capital étranger alors que tel autre réputé appartenir à la première, fera preuve d'un libéralisme remarqué.

On remarque également que si les systèmes de production sont généralement soumis à un contrôle plus rigoureux de la part des Etats dans toute la sous-région, les Sociétés ou organismes de commerce possèdent des statuts juridiques divers et bénéficiant d'une plus grande marge de manœuvre.

A. L'organisation au niveau de la production

Quelque soit donc le type d'exploitation mis en place, que ce soit au niveau agricole, ou au niveau industriel l'appareil gouvernemental assure un certain contrôle sur les activités de production par l'intermédiaire de coopératives agricoles, de projets agricoles, ou d'organisations de sociétés industrielles publiques ou semi-publiques etc...

B. Les sociétés ou organismes d'import-export.

En complément de ce qui a été dit précédemment, des organisations privées étrangères de commerce gardant souvent leurs structures anciennes et maintenant leurs relations avec des acheteurs et vendeurs de la métropole, existent encore dans la majorité des pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe.

Les activités de ces organisations privées étrangères sont cependant, dans la majorité des cas, limitées à la couverture de quelques produits, que ce soit à l'export ou à l'import.

Le contrôle du secteur public porte généralement sur les produits agricoles dits "stratégiques" tels que le café, le coton, le sisal etc... destinés à l'exportation.

Dans le cas du commerce d'importation, beaucoup de sociétés privées étrangères continuent de réaliser (en tant qu'intermédiaires) des importations à destination de distributeurs nationaux ; tout laisse croire cependant que ces sociétés privées étrangères tendent à disparaître dans de nombreux pays, pour laisser la place à des organismes d'Etat ou de sociétés nationales privées.

De puissantes organisations étatiques de commerce existent dans la sous-région, notamment :

- La Société Nationale du Commerce (Madagascar)
- Uganda Advisory Board of Trade, avec huit (8) compagnies subsidiaires
- Board of International Trade (Tanzanie)
- National Import and Export Corporation (Zambie)
- Kenya National Trading Corporation etc..

Outre des organismes de ce type, il existe dans de nombreux pays (Mozambique-Ethiopie-Somalie etc.) des Sociétés d'Etat par Secteur d'activités économique. Certaines ne couvrent qu'un seul produit tel que le sucre, le café, le coton ou la viande.

En conclusion, les sociétés ou organismes de production et de commercialisation existant dans la sous-région diffèrent beaucoup les uns des autres, par leur statut juridique et leurs objectifs compte tenu des politiques économiques des pays concernés pris individuellement, mais tendent tous à un meilleur contrôle des ressources nationales et une meilleure plus-value de ces ressources. L'établissement de liens plus étroits entre ces sociétés, par delà les frontières nationales, permettant sans doute aux pays concernés d'être mieux informés des possibilités des uns et des autres, et d'exploiter davantage les potentialités du commerce intra-sous-régional des matières premières.

VI. Les obstacles au développement du commerce intra-sous-régional des matières premières destinées aux industries de base

Le commerce intra-sous-régional pour les produits étudiés dans le présent document, est, on l'a vu d'un niveau très modeste. Si celui-ci n'a pu atteindre le niveau que la sous-région est potentiellement en mesure d'en attendre, c'est que son développement a rencontré et rencontre encore de nombreux et solides obstacles. Ces obstacles sont toutefois applicables à une situation commerciale et économique d'ensemble qui dépassent le simple cas des produits en question.

A. Retards dans le secteur de transformation, pour des raisons historiques

i) Au niveau économique, les plans et politiques de développement appliqués dans plusieurs pays de la sous-région sont encore influencés à des degrés divers par certaines conceptions en vigueur pendant la période coloniale. Cela est particulièrement manifeste dans le secteur primaire, où l'agriculture et les industries extractives étaient axées sur l'exploitation de produits de base en vue de leur exportation vers la métropole en ignorant totalement les possibilités intra-sous-régionales ou régionales.

ii) Mis à part cet héritage colonial dont les conséquences se font toujours sentir à différents degrés selon les pays, l'évolution ultérieure du commerce international, notamment par le biais des sociétés transnationales, a apporté de nouveaux obstacles et contraintes. Ces deux genres d'obstacles se sont amalgamés pour faire des économies actuelles de nombreux pays, des économies encore dominées.

iii) Voulant à tout prix accélérer leur industrialisation nombre de pays ont tendance à ne pas tenir compte suffisamment de l'étroite complémentarité existant entre le secteur industriel, le secteur agricole, ce qui les conduit souvent à privilégier le premier au détriment du second, alors que le développement de ce dernier est, à l'évidence indispensable pour garantir l'approvisionnement du secteur industriel en matières premières.

B. Large dépendance par rapport à certains produits et marchés

La dépendance en question concerne aussi bien les produits que les marchés qui leur sont ouverts. En ce qui concerne les produits, la plupart des pays ne peuvent compter que sur un ou deux produits ainsi qu'on a déjà eu l'occasion d'exportation à plusieurs reprises. En ce qui concerne les marchés, il n'y a souvent que deux ou trois pays européens à absorber traditionnellement la plus grosse part de la production locale. En d'autres termes, il y a non seulement un très petit nombre de produits, mais aussi d'assez faibles quantités de ces mêmes

produits, qui soient disponibles pour l'exportation sur d'autres pays de la sous-région.

Avec ces contraintes de produits et de marché, on arrive à la situation suivante :

Exportation de matières premières = faible apport financier = faible investissement industriel = capacité industrielle réduite = demande intra-sous-régionale de matières premières extrêmement limitée.

C. Jeunesse du secteur industriel

L'industrie est un phénomène nouveau pour la majorité des pays de la sous-région, qui sont en phase de passer d'une économie primaire à une économie relativement moderne plus équilibrée et plus diversifiée. En effet la phase d'apprentissage dans le domaine industriel dure encore pour la majeure partie de ces pays. Les avantages de la spécialisation qui est un corollaire du principe des économies d'échelle ne sont pas encore suffisamment exploités dans la mesure où les marchés nationaux pris individuellement ne fournissent pas de nombreuses possibilités de spécialisation.

D. Contraintes techniques et financières

i) La réalisation de beaucoup de projets inscrit dans les plans de développement, le manque de ressources financières pour la réalisation nationale se heurte à l'impossibilité de trouver les ressources financières et techniques nécessaires ou connaît des retards éliminés. Cette situation oblige bien des États qui se révèlent souvent onéreux en raison du renchérissement continu des biens et services importés, soit à renoncer à exploiter leurs ressources naturelles, y compris leurs matières premières, soit à recourir, pour ce faire à des sociétés transnationales, avec tous les inconvénients que cela peut comporter.

ii) L'insuffisance des arrangements en matière de règlement des transactions ou même leur inexistence était et demeure l'un des principaux obstacles à l'expansion du commerce entre les pays de la sous-région. Pour des raisons qui tiennent à leur histoire et à leurs institutions, les pays de l'Afrique de l'Est et australe utilisent des monnaies différentes et maintiennent des relations commerciales et monétaires plus étroites avec leurs anciennes métropoles, qu'entre-eux. Leurs monnaies sont alignées sur diverses monnaies convertibles, comme le dollar américain, le franc français ou la livre sterling (ou sur les droits de tirage spéciaux).

iii) L'utilisation des capacités installées à des taux très réduits fait que la compétitivité des entreprises sur le plan économique et commercial est généralement très éloignée de l'optimum.

iv) Les stratégies à long terme retenues par de nombreux pays de la sous-région, ne prennent pas en considération, malheureusement, d'une façon précise, les marchés limitrophes et les politiques suivies par les voisins.

E. Contraintes et obstacles au niveau de la commercialisation et des transports

i) Il y a d'abord une contrainte subjective, qui fait que l'utilisateur et le consommateur national, dans les pays de la sous-région comme ceux d'autres sous-régions a tendance d'emblée à ne pas apprécier les produits originaires d'autres pays de la sous-région en raison de leur infériorité supposée par rapport aux produits similaires en provenance de pays développés.

L'inexistence dans beaucoup de cas d'assurances à l'exportation constitue un handicap sérieux pour le développement des échanges de produits primaires (ou industriels du reste) entre les pays de la sous-région.

iv) Le manque de normes nationales et régionales et l'insuffisance d'harmonisation des normes existantes constituent une autre contrainte sérieuse pour le développement des échanges particulièrement pour les produits de consommation humaine (tabac - textiles) ou les produits présentant un danger quelconque à l'usage (poudre de cuivre en agriculture).

v) Les achats effectués par des monopoles et/ou oligopoles constitués par les pays développés, et imposant leurs conditions au prétendu "marché international; ceci intéressé en particulier le sucre et le cuivre.

vi) L'existence et le développement de produits de substitution par les pays développés et bénéficiant d'un prix de revient favorable et d'un marché assuré, (c'est le cas du coton), constitue également un frein important aux échanges.

vii) Outre différentes contraintes liées au manque d'harmonisation des politiques de transport et communication des Etats concernés à l'insuffisance des infrastructures existantes etc., les disparités existant entre les réglementations douanières, différentes appliquées par les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe entravent considérablement les exportations entre Etats.

F. Autres obstacles, tarifaires et non tarifaires

Différentes mesures réglementaires et administratives allant de l'imposition de fortes taxes douanières et fiscales (tabac en particulier) à l'imposition de contingents (textiles - coton - sucre) en passant par les mesures sanitaires et normes de traitement, conditionnement et transports constituent autant d'entraves à l'expansion du commerce intra-sous-régional.

a) La protection non tarifaire :

i) Celle-ci varie beaucoup, allant de l'institution de licences d'importation à l'interdiction totale. En général, toutes les matières premières produites ou transformées dans un pays déterminé bénéficient d'une protection totale. De même que toutes les industries sont protégées et ce quelque soit leur importance ou leur âge. Par exemple, dans certains pays gros producteurs de tabac, l'importation du tabac en feuilles est virtuellement interdite. En effet dans certains pays, le tabac (produit agro-industriel très spécifique) est un monopole d'Etat et son commerce est considérablement influencé par les décisions étatiques, notamment par le soutien des prix qui garantit aux producteurs, pour une même qualité, des prix minima supérieurs à ceux pratiqués au niveau du marché mondial.

ii) De nombreuses restrictions non tarifaires sont appliquées dans les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe, dont les principales sont les suivantes :

- octroi de licence d'importation
- dépôts préalables obligatoires au titre des importations
- monopole commercial de l'Etat sur certains produits importés ou exportés
- discrimination selon les sources d'approvisionnement
- restrictions sanitaires et de normes, etc...
- autorisation conditionnelle d'importer certains produits etc...

b) Les obstacles tarifaires

Dans un premier stade l'application des règles et réglementations différentes concernant l'évaluation des produits à des fins douanières et les structures et barèmes des tarifs douaniers se répercutent sur l'évaluation des prix des produits exportés et réexportés, et par voie de conséquence sur le niveau des échanges intra-sous-régionaux.

Un certain nombre de produits agricoles et de matières premières destinés aux industries de base sont soumis à d'importants droits à l'importation. Par exemple dans de nombreux cas, le taux est de 50 % pour les produits d'origine agricole; il est de 30 p. 100 pour tous les éléments chimiques et composés chimiques et organique et, en règle générale, il progresse en fonction du degré de transformation.

A propos du tabac, la plupart des pays imposent de lourdes taxes intérieures dont les effets restrictifs sur le commerce sont variables. Elles sont perçues à divers stades, varient d'un pays à l'autre et dépendent de facteurs tels que l'organisation de l'industrie du tabac, la place que l'Etat donne au tabac dans ces recettes budgétaires et le cas échéant la production nationale. Dans cet ordre d'idée, le Kenya impose un taux de 20 p. 100 de droits de douanes à l'entrée du tabac brut, alors que l'Ethiopie impose un taux de 46 p. 100 de droits et taxes équivalents, 30 p. 100 de droit de consommation, et l'équivalent de 7,00 US \$ de taxe par kg de tabac importé, au titre du monopole.

Le Swaziland impose 90 c/ pour 100 kgs de cigarettes importées et 302 c/100kgs pour les cigares. A l'exportation Madagascar impose un taux de 5 p. 100 sur les cigarettes et 13 p. 100 à l'encontre du tabac brut exporté.

En ce qui concerne le cuivre non transformé, l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya ne prélèvent pas de droits de douanes; par contre, ces mêmes pays perçoivent un droit minimum de 15 p. 100 sur les importations de fils et de cables cuivre et de 30 p. 100 sur les importations d'articles ménagers en cuivre. D'autres pays de la sous-région appliquent des droits de douanes à caractère progressif variant selon le degré de transformation des produits en cuivre : ce sont l'Angola, l'Ethiopie, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, les Seychelles et la Somalie. A titre d'exemple l'Angola applique des droits d'entrée allant de 1 à 10 p. 100 aux barres, profilés et fils de cuivre; par contre, Madagascar applique un taux de 7 p. 100 plus 10 p. 100 de droits et taxes d'effet équivalents.

En ce qui concerne le sucre brut ou raffiné, ainsi que les sucrières, là, également les tarifs appliqués par les uns et les autres sont fort disparates. On sait par exemple que les Comores appliquent un taux progressif de 10 à 17 p. 100 à l'entrée du sucre brut ou raffiné; le Lesotho : 275 cl au 100 kgs de sucre brut ou raffiné, ce même pays impose 35 p. 100 de taxes douanières à l'entrée des sucreries. A l'exportation apparemment, seule l'Ethiopie perçoit un droit de 2 p. 100 sur le sucre brut ou raffiné.

Les exemples donnés ci-avant montrent suffisamment les écarts existant entre les taux appliqués par les différents pays de la sous-région à l'encontre des produits étudiés dans ce présent document et susceptibles de faire l'objet d'échanges plus accrus.

VII. Perspectives du Commerce intra-sous-régional des matières premières destinées aux industries de base

Le niveau actuel des échanges intra-sous-régionaux des matières premières (sucre-coton-cuivre et tabac) étudiées dans ce document est marginal et n'a pu être mesuré, malheureusement, avec toute l'exactitude souhaitable et souhaitée. La faiblesse de ces échanges explique peut-être, le peu d'intérêt porté, même par les publications nationales africaines, à ce sujet. Ces échanges, on l'a dit, se heurtent à de très nombreux obstacles qu'il n'est pas question de minimiser à ce stade. Il existe cependant des perspectives d'amélioration, compte tenu de nombreuses données objectives et, notamment, des suivantes :

L'offre globale des matières premières non transformées extraites ou produites dans la sous-région est encore essentiellement orientée vers les marchés du monde occidental. Une réorientation d'une partie de cette offre permettrait d'accroître les échanges intra-sous-régionaux de ces mêmes matières et encouragerait la mise en marche de nouvelles unités industrielles dans la sous-région.

L'offre intra-sous-régionale de produits agro-industriels et industriels demeure largement en deçà de la demande intra-sous-régionale. Ceci explique que d'importantes importations de marchandises diverses continuent d'être réalisées à partir de sources situées hors de la sous-région.

Les marchés nationaux de la sous-région, considérés collectivement, constituent donc un attrait considérable pour la production autochtone actuelle et potentielle. Il y a lieu de penser à un élargissement des capacités ainsi qu'à une réadaptation des unités de production de la sous-région, pour leur permettre de répondre aux perspectives qui s'annoncent encourageantes pour le moyen et le long terme.

Ainsi dans un premier stade, les productions agro-industrielles et industrielles locales devraient permettre un approvisionnement plus substantiel du marché sous-régional en remplacement des produits importés, de source généralement européenne.

Dans un second stade, ces industries pourraient développer et diversifier davantage la gamme de leur production afin de satisfaire réellement le marché sous-régional en fonction des nouvelles perspectives qui se seront dégagées.

Tout laisse croire que les échanges intra-sous-régionaux de ces matières premières à l'état primaire, ou transformées vont connaître un accroissement substantiel, à condition qu'il soit possible de surmonter les obstacles et les barrières qui ont freiné par le passé ces échanges.

Pour l'instant on peut noter qu'à divers égards les conditions de production et de marché sont en voie d'amélioration, ce qui constitue un champ favorable à l'accroissement des échanges. En effet, on constate notamment :

Au niveau de la production et de la consommation :

- Une nette augmentation des investissements pour la production des produits agricoles et agro-industriels;
- L'apparition sur le marché en nombre de plus en plus important de produits semi-manufacturés et manufacturés à partir des matières premières de la sous-région;

- lancement d'ambitieux projets dans les secteurs de l'agro-industrie, l'industrie des métaux, (et l'industrie chimique) dans de nombreux pays.

Au niveau du commerce

- Une volonté de plus en plus marquée de la part des Etats concernés d'accroître les échanges commerciaux entre eux, notamment dans le cadre de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe pour l'établissement de laquelle les négociations engagées depuis tantôt deux ans sont actuellement à un stade très avancé :
- Des efforts de plus en plus soutenus en vue d'une amélioration et d'une meilleure adaptation des moyens de communication, y compris les transports aux besoins de la sous-région.

VIII. Conclusions et recommandations

A. Conclusions

i) Le survol rapide de la situation des quelques matières premières destinées aux industries de base (cuivre, coton, sucre, tabac) dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe, auquel on a procédé au cours de cette étude, permet de constater une légère baisse de la production du minerai de cuivre et du coton, et une nette augmentation de la production pour le sucre et le tabac. Par contre sur le plan commercial, on note :

- Une baisse des exportations du sucre sur le marché international compte tenu des perturbations enregistrées à ce niveau depuis 1974 et une augmentation du commerce, du sucre à l'intérieur de la sous-région.
- Une légère baisse des exportations du cuivre et alliages de cuivre due essentiellement à la défaillance de l'Ouganda et de l'Angola qui depuis 1976 n'exportant que des quantités marginales; sur le plan des importations, l'Angola, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie sont en voie de devenir des importateurs potentiels dans la sous-région, en alliages de cuivre, barres et fils de cuivre.
- que les achats de la sous-région en fibres de coton sont en nette augmentation, tandis que les exportations (pour l'ensemble de la sous-région) sont en nette diminution, en raison notamment de la limitation des ventes à l'extérieur du Kenya, de la Tanzanie, et de l'Ouganda.
- qu'enfin, les exportations sous-régionales de tabac se sont accrues sensiblement notamment en valeur à l'inverse des importations qui sont en nette diminution.

B. Recommandations

Pour remédier à la faiblesse actuelle des échanges intra-sous-régionaux, ou suggère que les mesures suivantes soient prises :

1. Mesures à prendre au niveau et dans le cadre national

- On devrait viser à créer des infrastructures et des moyens nationaux pour que les Etats soient en mesure d'établir leur souveraineté sur leurs ressources naturelles.
- consolider les industries existantes par un meilleur taux d'intégration et par une diversification de la production qui augmenterait les chances de placement sur les marchés.
- améliorer la compétitivité par un meilleur taux d'utilisation des capacités existantes, et par une meilleure gestion des entreprises et secteurs productifs.
- mettre en application des normes agricoles et industrielles nationales (qui seraient en harmonie avec des normes retenues au moins à l'échelle sous-régionale) pour améliorer la qualité et la productivité des matières premières et des produits industriels et faciliter leur accès aux marchés extérieurs.

- renforcer les institutions nationales existantes et en créer de nouvelles qui soient capables d'orienter et de promouvoir davantage le commerce intra-sous-régional des matières premières dans le cadre de la coopération. Cette mesure devrait être accompagnée de dispositions visant à encourager et à faciliter les contacts inter-institutions ainsi qu'entre les divers associations et groupements professionnels existant à l'échelle nationale et sous régionale de manière à développer ou approfondir la coopération économique et commerciale entre les pays concernés.

2. Mesures impliquant la coopération internationale

Si les marchés de la plupart des pays de la sous-région, pris individuellement, ne sont pas assez vastes pour attirer un volume considérable de capitaux étrangers vue d'accélérer l'industrialisation notamment dans les secteurs de transformation des minerais, on peut penser qu'un marché qui serait d'envergure sous-régionale, aurait naturellement beaucoup plus de chances d'y parvenir. En d'autres termes les pays de la sous-région auraient le plus grand intérêt à coopérer pour tirer profit des possibilités et potentialités de chacun d'entre eux comme de celles de la sous-région prise dans son ensemble et cela par le biais de la transformation et de la valorisation en commun des matières premières dans un premier stade et l'échange accru de produits industriels à l'avenir. Cette formule les aiderait à mieux intégrer leur production et à la rendre plus compétitive à l'intérieur comme à l'extérieur de la sous-région. Ce double objectif devrait être le résultat de mesures prises dans le cadre sous régional et à plusieurs niveaux : production, commercialisation, services de transport, assurance etc...

a) Mesures à prendre au niveau de la production

- Les pays concernés pourraient convenir, de mettre sur pied des sociétés multinationales dont l'objectif serait de produire entre eux des intrants (inputs) essentiels afin de leur permettre à la fois d'économiser et d'encaisser une quantité importante de devises pour financer leur industrialisation accélérée et accélérer le commerce des matières premières d'origine sous-régionale. En s'offrant de nombreuses possibilités de spécialisation industrielle qui leur permettraient de profiter des avantages découlant des économies d'échelle, les pays concernés pourraient par la même occasion promouvoir leur développement économique naturel sur une base intégrée.

- L'ampleur de ces objectifs se heurte cependant, aux politiques divergentes, adoptées par les uns et les autres, et politiques qui ont tendance à retarder le développement industriel de ces derniers et à compromettre l'expansion du commerce des matières premières à l'intérieur de la sous-région. Il s'avère donc nécessaire d'identifier les domaines dans lesquels les Etats concernés pourraient coordonner leurs politiques de façon à faciliter leur développement industriel réciproque et les échanges de matières premières destinées à leurs industries. Dans ce sens, la coordination des politiques menées dans les différents secteurs industriels devrait tendre à utiliser pleinement les ressources dont disposent les Etats.

La mise en oeuvre de cette coordination nécessiterait des dispositions particulières :

A l'échelle globale, on pourrait songer entre autres à :

- la création d'organismes ou institutions capables de promouvoir et coordonner une politique industrielle multinationale
- l'exploitation en commun des ressources
- la création d'associations de producteurs ne se limitant pas aux problèmes du marché intérieur.

b) Mesures à prendre au niveau de la commercialisation

La création d'un vaste marché sous-régional constitue pour ces pays qui aspirent à une véritable industrialisation la seule solution possible. Les pays concernés peuvent en effet fournir des facteurs de production industrielle essentiels au marché sous-régional, en coordonnant leurs investissements de façon à exploiter leurs ressources agricoles et minérales. Des accords de partage des marchés auraient le mérite de contribuer entre autres, à l'accroissement des exportations de matières premières de pays actuellement défavorisés sur le plan sous-régional, et de permettre une répartition plus rationnelle de la production de certaines matières premières entre les pays concernés.

A cette fin, il convient d'oeuvrer en vue :

- de la création d'institutions sous-régionales, notamment d'une bourse des produits, capable de promouvoir un vaste marché sous-régional, comme proposé précédemment.
- de la création et la mise en oeuvre d'instruments juridiques et administratifs facilitant la circulation des matières premières à l'intérieur de la sous-région, parallèlement à une coopération dans les domaines de la production et du financement des unités industrielles de transformation des matières premières (cuivre) ou des grands projets de production agro-industrielle (sucre-tabac-coton).
- d'une diversification systématique des partenaires économiques et commerciaux afin de prendre davantage de distances par rapport aux sociétés transnationales, multinationales et de cesser d'être de simples fournisseurs de matières premières pour ces dernières.
- de la mise sur pied de commission permanentes au niveau du MULPOC d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe pour les secteurs productifs : agriculture et industrie. Ces commissions seraient chargées de préparer des consultations régulières (annuelles par exemple) sur les échanges de produits agricoles et industriels dans la sous-région, et d'étudier les moyens de les promouvoir, de l'échange de missions d'industriels et de commerçants entre les différents pays.

C. Mesures au niveau financier et monétaire

Il faudrait penser à favoriser l'utilisation des monnaies nationales pour le règlement des transactions admissibles dans le cadre d'un mécanisme de compensation, et d'un règlement multilatéral de paiement.

Le règlement multilatéral de paiement pourrait se faire dans le cadre d'une chambre de compensation qui aurait à couvrir tout le commerce entre les Etats et aurait comme principales fonctions :

- d'effectuer les opérations de compensation
- de systématiser et de surveiller les transferts monétaires
- de faciliter l'utilisation efficace des marges de crédit échangées entre les pays de la sous-région
- enfin de promouvoir l'utilisation des monnaies nationales pour couvrir les échanges qui ont lieu à l'intérieur de la sous-région.

D. Mesures au niveau des Assurances

Il faudrait songer à mettre en place un mécanisme d'assurances destiné à couvrir, entre autres le financement des exportations des matières premières entre les pays de la sous-région. Le mécanisme d'assurance qui pourrait couvrir l'ensemble des opérations commerciales entre les Etats de la sous-région, ou certaines d'entre elles devraient accorder un plus grand appui aux transactions commerciales facilitant l'intégration économique à travers la fourniture et la transformation de matières premières dans le cadre de projets multinationaux.

E. Mesures au niveau des transports et communications

Enfin il serait indiqué que les Etats concernés mettent au point une politique commune en matière de transports et de communications dans le but d'améliorer et de développer les voies de raccordement entre les pays voisins et de faciliter par voie de conséquence le transport et les échanges inter-Etats. Cette politique, pour arriver aux objectifs assignés, devrait nécessairement passer par une réorientation et une réadaptation des réseaux de communication afin de les rendre plus fonctionnels dans le cadre des échanges entre ces Etats.

Afrique de l'Est et australe : Production de minerai de cuivre (contenu)

Unité : 1000 TM

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Angola	0,1	-	-	-	-	-	-	-
Botswana	-	-	-	-	2,8	5,5	12,5	11,8
Kenya	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	0,1
Mozambique	0,6	1,7	2,3	3,4	1,4	2,5	2,0	3,0
Ouganda	17,6	15,9	14,5	14,2	11,6	11,1	7,0	10,8
Zambie	818,5	765,8	837,5	876,9	829,5	696,9	849,6	819,2
(Zaire)	(385,7)	(406,8)	(413,2)	(461,9)	(493,9)	(460,0)	(443,2)	(427,2)
Total	1222,6	1190,3	1267,6	1356,5	1345,3	1177,5	1314,4	1272,1

Source : Annuaire statistique des Nations Unies - 1977, 1978

Tableau 2

Production de fonderie de cuivre

Unité : 1000 TM

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Zambie	683,3	633,4	698,0	681,2	702,1	640,3	712,9	660,0	652,8
Ouganda	17,0	15,7	14,1	9,6	8,9	8,2	8,0	2,5	-
Total	700,3	649,1	712,1	690,8	711,0	648,5	720,9	662,5	652,8

Source : Annuaire statistique, Nations Unies, 1977, 1978

Tableau 3

Production de cuivre affiné

Unité : 1000 TM

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Zambie	500,2	534,6	614,4	638,4	668,6	619,2	694,6	649,0
(Zaire)	(274,6)	(279,1)	(299,7)	(322,2)	(255,2)	(226,0)	(274,0)	293,0
Total	774,8	813,7	914,1	960,6	923,8	845,2	968,6	942,0

Source ; Annuaire statistique, Nations Unies, 1977, 1978

Tableau 4Exportations de cuivre ou alliages

Unité : TM

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Zambie	682 403	635 000	711 000	571 000	673 400	641 200	745 400	666 800
Ouganda	16 446	16 807	14 140	9 715	9 001	7 761	5 366	-
Angola	267	166	171	40	109	-	-	-
(Zaire)	365 000	412 302	416 261	435 319	435 808	415 209	372 028	286 538
Total	1 064 116	1 064 275	1141 572	1116 074	1118 318	1064 070	1122 794	953 338

Source : - Yearbook of International Trade Statistics 1975

- Division de la Statistique CEA

Tableau 4 (suite)Exportation de cuivre ou alliages (en valeur)

Unité : 1000 \$

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Zambie	952 178	630 280	687 260	1 072 418	1 304 235	732 131	952 919	818 698
Ouganda	20 567	19 284	15 790	15 566	16 891	9 405	7 070	" "
Angola	224	110	47	41	111	-	-	" "
(Zaire)	433 502	409 680	406 118	62 938	924 432	433 032	393 800	398 960
Total	1406 471	1059 354	1109 215	1 150 963	2 245 669	1174 568	1353 789	1217 688

Source : Division de la Statistique - CEA

Tableau 5Exportations de minerai de cuivre et concentré de cuivre

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Zambie	7 000	6 350	18 116	6 300	6 730			
Ouganda	-	16 800	14 100	9 700	2 670			
(Zaire)	-	-	23 239	69 642	77 742	84 438	90 000*	103 500*
Total	7 000	23 150	55 455	85 642	87 142	84 438	90 000	103 500

* : Renseignements non officiels

Tableau 5 (suite)

Unité : 1000 \$

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Zambie	9 640	ND	8 245	10 725	13 031	7 562	...	...
Ouganda		ND	ND	ND	747	ND	...	...
(Zaire)	-	-	29 342	20 142	28 780	...	...	...

Source : Division de la Statistique - CEA

Tableau 6

Exportations de "cuivre soufflé"

Unité : 1 000 T

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Zambie	103	99	88	43	32	19	...	...

Tableau 7

Afrique de l'Est et australe : Principaux importateurs de cuivre

Unité : 000 US \$

...	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Angola	987	1242	2026	3406 *		
Kenya		1702	810	1230		1737	1371
Ouganda		1543*	1177*	395*	616	65	66
Tanzanie			399	858	255	785	241

Source : Yearbook of International Trade Statistics 1976 - Vol. 1, 1978-Vol.1

* Total des importations du cuivre, alliages de cuivre, barres et fils de cuivre.

Tableau 8

Afrique de l'Est et australe : Production de sucre centrifugé brut

Unité : TM

	1961/65	1974	1975	1976	1977
Angola	68 000	49 000*	40 000	50 000*	60 000*
Ethiopie	56 000	131 000	136 000	146 000*	135 000*
Kenya	37 000	179 000	174 000	182 000*	175 000*
Madagascar	98 000	125 000	124 000	114 000*	110 000*
Malawi	-	50 000*	68 000*	86 000*	98 000*
Maurice	591 000	627 000	468 000	731 000	715 000*
Mozambique	169 000	264 000	228 000	248 000*	250 000*
Somalie	13 000	34 000*	36 000*	29 000*	32 000*
Souaziland	89 000	207 000	224 000	209 000	226 000*
Tanzanie	54 000	115 000*	110 000*	106 000*	114 000*
Ouganda	125 000	59 000*	40 000*	21 000*	23 000*
Zambie	-	65 000	85 000*	84 000*	95 000
Total	1300 000	1975 000	1733 000	2006 000	2033 000

Source : Annuaire FAO de la production 1976 Vol. 30, 1977 - Vol. 31

* : Renseignements non officiels

Tableau 9

Afrique de l'est et Australe : Consommation de Sucre

V = 1000 TM

Pays	1970	1973	1974	1975	1976	1977
Ethiopie	96	114	119	110	124	129
Kenya	173	238	245	250	200	240
Mozambique	89	139	130	135	130	135
Ouganda	143	72	49	27	14	23
Tanzanie	108	140	134	110	95	114

Source : Annuaire Statistique des Nations Unies - 1977, 1978

Tableau 9. (suite)

Afrique de l'est et Australe

Consommation de Sucre par Habitant dans quelques pays

V = 1Kg

Pays	1970	1973	1974	1975	1976	1977
Ethiopie	3,9	3,9	4,5	4,0	5,0	4,5
Kenya	15,7	19,1	19,0	18,7	14,4	16,7
Mozambique	11,9	15,8	14,4	14,6	13,8	13,9
Ouganda	14,6	6,6	4,4	2,4	1,2	1,9
Tanzanie	8,1	9,8	9,1	7,2	6,1	7,2

Source : Annuaire Statistique des Nations Unies - 1977, 1978

Tableau 10

Afrique de l'Est et australe - Exportations de sucre, total

	Quantité : TM				Valeur : 1000 \$			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Angola	6 138	-	-	-	1 009	-	-	-
Ethiopie	11 414	7 174	25 884	3 805	2 174	4 423	3 064	976
Kenya	2 133	624	33	33	575	175	20F	19
Madagascar	13 611	40 777	31 735	32 435	7 188	22 277	12 200	10 600
Malawi	23 222	31 351	45 332	57 410	10 933	14 203	25 408	16 520
Maurice	699 915	437 551	551 114	524 100	269 146	253 577	196 007F	190 360
Mozambique	159 330	51 516	5 500	37 400	60 265	22 563	17 810F	6 833
Souaziland	183 377	201 399	194 300	213 600	60 154	93 086	59 611	54 000F
Tanzanie	4	17 966	23 905	11 000	2	7 123	9 319	3 300
Ouganda	-	-	3 333	-	-	1	961	-
Zambie	4	8	-	-	3	3	-	-
Total	1099 148	848 366	881 136	879 783	419 469	427 431	527 400	282 608

Source : Annuaire FAO - du commerce Vol. 30 - 1976, Vol. 31-1977
F : Estimations de la FAO

Tableau 11

Afrique de l'Est et australe : Importations de sucre, total

Unité : TM

	Quantités = TM				Valeur = 1000 \$			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Angola	12 261	6 600	45 274	51 089	2 251	3 000	20 000	16 000
Botswana	11 957	11 957	13 044	13 370	4 500	7 000	4 800	4 900F
Comores	2 276	1 109	1 620	1 044	540	866	506	180F
Djibouti	5 880	4 348	6 305	7 935	1 901	2 400	2 900	2 900F
Kenya	76 854	19 779	51 736	39 471	24 851	9 605	18 608	9 655
Lesotho	13 044F	4 414F	14 131F	17 392	2 985	4 696	454F	5 000F
Madagascar	10	1F	-	-	5	-	5F	-
Malawi	3 839	142	49F	10	1 453	61	4	7
Maurice	24	12	-	-	22F	8	-	-
Seychelles	1 476	1 963	1 427	7 279	747	1 206	724F	657
Somalie	13 037	13 083	22 784	54 350	9 636	10 000	13 000	15 000
Tanzanie	35 006	2	11 958	21 088	11 691	1	4 169	5 087
Ouganda	64	37	240	18 044	42	36	93	5 000
Zambie	5 135	343	-	-	9 366	44	-	-
Total	180 913	70 790	168 568	231 072	69 990	38 923	69 349	68 384

Source : Annuaire FAO du commerce - Vol. 30 - 1976, Vol. 31, 1977

Tableau 12

Afrique de l'Est et australe : Production de fibres de coton

Unité : TM

	1961/65	1974	1975	1976	1977
Angola	5 000	34 000*	13 000*	13 000*	12 000*
Botswana	1 000	1 000F	1 000F	1 000F	1 000F
Ethiopie	4 000	15 000	18 000	24 000F	24 000*
Kenya	3 000	5 000	5 000	5 000*	7 000*
Madagascar	1 000	9 000	10 000	13 000*	14 000*
Malawi	5 000	7 000	6 000	6 000*	8 000*
Mozambique	35 000	39 000	23 000*	28 000*	30 000*
Somalie	1 000	-	1 000*	1 000*	1 000*
Swaziland	2 000	6 000F	6 000F	6 000F	6 000F
Tanzanie	47 000	74 000	42 000	69 000*	59 000*
Ouganda	63 000	36 000	35 000	41 000	41 000F
Zambie	-	3 000F	1 000F	1 000F	1 000*
Total	167 000	229 000	156 000	208 000*	204 000*

Source : Annuaire FAO de la production - Vol 20 - 1976, Vol.31, 1977

F : Estimations de la FAO

* : Renseignements non officiels

Tableau 13

Afrique de l'Est et australe : Production de coton à graines

Unité : 1000 TM

	1961/65	1973	1974	1975	1976	1977
Angola	16	29	106	39F	39F	39F
Botswana	4	33F	3F	3F	3F	3F
Ethiopie	8	78	56	55	72*	72*
Kenya	9	16	15	16	16	21*
Madagascar	4	31	32	34	35	37*
Malawi	14	16	21	18	18	24*
Mozambique	107	102	78	85	85	90
Somalie	1	34	37F	4*	4*	3*
Swaziland	6	13	14F	17	18F	18F
Tanzanie	143	193	186	136	206	177*
Ouganda	203	254	173	115	135	135F
Zambie	1	12	13	3	5	3*
Total	516	1111	745	525	636	622

Source : Annuaire FAO - de la production - Vol 30 - 1976, Vol.31. 1977

F : Estimations FAO

Tableau 14

Afrique de l'Est et australe : Production de tissus de coton

Millions de mètres

		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Angola A + B	I	12	16	22	23	...	...	...	...
Ouganda A		42	33	33	32	30	28	33	30

Millions de mètres carrés

		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Ethiopie A	II	70	79	80	82	76	07,4	81	...
Madagascar A+B		57	72	78	79	96	93	93	95
Tanzanie A+B		39	67	74	81	86	86	...	...
Mozambique A	III	1,7	2,6	2,4	3,3	3,5	...		

Source : Annuaire Statistique des Nations Unies 1977, 1978

A : purs

B : mélangés

I : millions de mètres; II : millions de mètres carrés; III : milliers de tonnes métriques.

Tableau 14 (suite)

Afrique de l'Est et australe : Production de filé de coton

Unité : 1000 TM

		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Angola (A)		1,8	2,8	2,9	3,1	...	...	...	...
Ethiopie (A)		10,5	9,6	10,3	11,7	12,5	11,3	9,8	
Madagascar (A)		4,8	6,2	...	...	...	...	...	...
Mozambique (A) ^{1/}		3,2	3,7	2,7	3,2	4,2	...	3,4	...

Source : Annuaire Statistique des Nations Unies, 1976.

A : filé de coton pur

... : données non disponibles

(1) : non-compris des files provenant des déchets.

Tableau 15

Afrique de l'Est et australe : Consommation industrielle de coton

Unité : 1000 TM

	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77	1977/78
Angola	2,6	2,8	3,3	3,3	3,3	2,2	3,3	3,3
Ethiopie	16,3	17,3	19,5	19,5	19,5	19,5	19,5	16,3
Kenya	7,2	7,2	8,0	9,3	9,3	10,0	11,9	10,8
Madagascar	6,2	8,7	8,2	11,5	11,9	11,9	11,9	11,9
Mozambique	3,3	3,3	5,4	7,4	7,6	7,6	7,6	7,6
Ouganda	11,9	9,8	9,8	9,8	7,4	7,4	6,5	6,5
Tanzanie	7,6	8,7	10,8	11,9	15,2	10,8	11,9	13,0
Total	55,1	57,3	55,0	72,7	74,2	74,5	72,6	69,4

Source : Annuaire Statistique des Nations Unies - 1976

Tableau 16

Afrique de l'Est et Australe : Exportations de fibres de coton

	Quantités : Tonnes métriques				Valeur = 1000 \$			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Ethiopie	246	401F	95F	-	174F	602	151	-
Kenya	988	2010	2731	2700F	1064	2117	2812	2800
Madagascar	87	-	-	-	38	-	-	-
Malawi	-	60	-	-	-	1	-	-
Somalie	4	272	210F	210F	3	514	510F	510F
Tanzanie	-	47	30	-	-	45	-	-
Total	1325	2730	2877	2910	1279	2288	2982	3310

Source : Annuaire FAO du commerce - Vol. 30 - 1976, Vol. 31 - 1977

F : Estimation de la FAO

Tableau 17

Afrique de l'Est et australe : Exportations de fibres de coton

	Quantités : Tonnes métriques				Valeur : 1000 \$			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Angola	14 447	11 724F	6 037F	9 800*	19 660	7 200F	7 886F	14 000F
Botswana	500	808F	1 772F	73	400F	720F	2 272F	78
Ethiopie	2 642	4 508	2 404	486	4 557	3 889*	3 664*	1 069
Kenya	3 319	3 800	2 073	322	3 180	3 462	2 718	305
Madagascar	-	-	1 742*	2 177*	-	-	1 400*	2 200F
Malawi	2 491	2 193	2 028	2 000	3 240	2 233	2 571*	2 705
Mozambique	31 321	17 788	1 347F	6 200	33 142	17 232	17 840	7 595
Souaziland	920	3 905	980	1 100F	608	3 064F	1 163	1 400F
Tanzanie	49 931	39 674	57 581	40 700	67 097	41 805	75 976	66 079
Ouganda	36 261	25 377	19 301	10 400*	38 144	28 436	21 668	14 000F
Zambie	3 300	3 900	-	-	2 700F	3 700F	-	-
Total	132 132	113 677	94 081	73 258	172 728	111 791	137 158	109 431

Source : Annuaire FAO du commerce - Vol. 30 - 1976, Vol. 31 - 1977

F : Estimations de la FAO

* : Chiffres non officiels

Tableau 18

Afrique de l'Est et Australe : Production Manufacturée de Tabac

Unité : Millions de cigarettes

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Angola	2 016	2 183	2 464	2 592	2 300	2 400	2 500	2 500
Ethiopie	870	1 008	1 012	1 052	1 197	1 149	1 207	...
Kenya	2 426	2 610	2 709	3 050	3 608	3 562	3 703	3 244
Madagascar	951	944	1 092	1 316	1 294	1 248	1 439	1 804
Malawi	444	437	458	526	567	670	541	487
Maurice (Ile)	596	637	674	755	838	889	883	...
Mozambique	2 570	2 501	2 451	2 750	2 696	2 800	3 000	3 100
Ouganda	1 536	1 583	1 652	1 862	2 009	1 754	1 800	1 867
Tanzanie	2 599	2 923	3 285	3 451	3 652	3 608	3 659	3 700
Zambie	1 145	1 090	1 220	1 170	1 310	1 300	1 300	1 350
Total des 10 pays	15 151	15 916	17 017	18 524	19 471	19 380	20 037	18 752

Source : Annuaire Statistique - Nations Unies - 1977, 1978

Tableau 19

Afrique de l'Est et australe : Production de tabac brut

Unité : TM

	1961/65	1974	1975	1976	1977
Angola	3 000	3 000	7 000*	7 000F	7 000F
Ethiopie	1 000	3 000F	3 000F	3 000F	3 000F
Kenya	100	100	200	1 000*	2 000*
Madagascar	5 000	7 000	4 000	4 000	4 000
Malawi	17 000	27 000	35 000	37 000	53 000*
Maurice	400	1 000	1 000	1 000F	1 000F
Mozambique	2 000	5 000*	3 000*	3 000*	3 000F
Tanzanie	3 000	18 000	14 000	19 000	21 000*
Swaziland	200	400	400	400	-
Ouganda	5 000	5 000	4 000	3 000	4 000
Zambie	9 000	7 000	7 000	6 000F	7 000F
Total	45 700	76 500	78 600	84 400	105 000

Source : Annuaire FAO de la production - Vol.30 - 1976 , Vol. 31 - 1977 + Annuaire Stat. N.U 1977 Vol. 31 - 1977

* Renseignement non officiel
F Estimations de la FAO

Tableau 20

Afrique de l'Est et australe : Exportations du tabac brut

Quantités : TM					Valeur : 1000F			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Angola	4 393	2 000F	2 000F	2 000F	7 718	4 000F	4 000	4 200F
Kenya	31	2	2	-	24	1	1	-
Madagascar	1 479	687F	850*	700*	719*	826F	1 500F	1 400F
Malawi	19 543	32 439	36 453	37 810	52 579	61 249	76 529	75 958
Maurice	1	-	-	-	2	-	-	-
Mozambique	1 532	375	226	5 000*	2 231	638	372F	9 000F
Swaziland	253	160	160F	160F	342	191	190F	190F
Tanzanie	12 601	8 581	15 673	11 700	18 698	15 866	31 166	25 283
Ouganda	1 127	1 277	1 066	900*	1 319	2 153	1 887	1 700F
Zambie	4 872	5 394	4 700*	3 425	9 010	7 648	7 100	7 333
Total	45 832	50 915	61 130	61 695	93 642	92 574	122 745	145 064

Source : Annuaire FAO du commerce - 1976 - Vol. 30, Vol.31-1977

* : Chiffres non officiels
F : Estimations de la FAO

Tableau 21

Afrique de l'Est : Importations de tabac brut

	Quantités : TM				Valeur : 1000\$			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Angola	140	140F	150F	150F	300	300F	310F	310F
Djibouti	1 049	1 300F	1 300F	1 300F	3 142	3 800F	3 900F	4 000F
Ethiopie	282	343	260F	290F	788	1 180	822	850F
Kenya	3 510	2 397	4 701	1 532	6 997	5 128	8 810	3 643
Madagascar	165	409F	410F	410F	378	807F	810F	810F
Malawi	3 658	4 038	3 021	2 800	5 536	4 590	4 614	4 600F
Maurice	129	264	270F	270F	488	826	830F	830F
Mozambique	503	765	587F	590F	313	1 287	887F	890F
Seychelles	9	21	21F	21F	19	62	45F	45F
Swaziland	450F	520F	520F	520F	420F	499F	500F	500F
Tanzanie	134	141	11	25*	293	246	21	50F
Ouganda	52	2	36	50*	128	1	187	250F
Total	10 081	13 340	11 287	7 958	18 802	18 826	21 736	16 783

Source : Annuaire FAO du commerce - Vol. 30 - 1976, Vol. 31 - 1977

F : Estimations de la FAO

ANNEXE

Principales taxes douanières et autres droits
d'effet équivalents imposés au sucre
tabac, coton et cuivre

Produits	Pays exporta- teurs potentiels	Tarifs actuels	Droits à l'export	Pays importateurs potentiels	Tarif/Autres droits et taxes actuels équivalents
I) Sucre brut ou raffiné	Ethiopie	-	2 p.100	Botswana	-
	Madagascar	-	-	Comores	(10-17%)
	Malawi	-	-	Djibouti	-
	Mozambique	-	-	Lesotho	275 c/100 kg
	Ouganda	-	-	Lesotho	35 p. 100
	Tanzanie	-	-		-
	Zambie	-	-		-
Sucreries	Kenya	-	-		-
	Madagascar	-	-		-
	Maurice	-	-		-
II) Tabac, non fabriqué	Madagascar	13 p. 100		Ethiopie	Br.15/kg net ^{R/}
	Malawi	-	-	Kenya	20 p. 100
	Ouganda	-	-	Somalie	-
	Tanzanie	-	-	Ouganda	-
Cigarettes	Kenya	-	-	Botswana	-
	Madagascar	5 p. 100	-	Djibouti	-
	Malawi	-	-	Swaziland	90 c/100 kg et ^{B/} (302 c/100 kg)
	Tanzanie	-	-		-
	Zambie	-	-		-

Produits	Pays exporta- teurs potentiels	Tarifs actuels	Droit à l'exportation	Pays importateurs potentiels	Tarifs/Autres droits et taxes actuelle équivalents	
III) Coton brut	Malawi	-	-	Kenya	-	-
	Mozambique	-	-	Mozambique	-	-
	Ouganda	-	-	Somalie	-	-
	Tanzanie	-	-		-	-
IV) Cuivre (barres, pro- filés et fils de section pleine en cuivre)	Zambie	-	-	Angola	(1-10 p.100)	-
				Djibouti	-	-
				Kenya	20 p. 100	-
				Madagascar	7 p. 100	-
				Malawi	-	-
				Mozambique	15 p. 100	-
				Ouganda	15 p. 100	-
				Tanzanie	-	-

3/ 5 birrs/kg net plus 10 birrs par kg de tabac importé avec autorisation (taxe au titre du monopole de l'Etat) + 30 p. 100 de droit de consommation.

2/ Droits perçus sur les cigares